SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 JUIN 1913

**Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée
d'examiner le Projet de Loi portant érection de
la commune de Presgaux (province de Namur).**

*(Voir les nos 96 et 194, session de 1912-1913, de la Chambre
des Représentants.)*

Présents : MM. GEORGES VERCRUYSE, Président ; COULLIER, NAVEAU
et le baron d'HUART, Rapporteur.

MESSIEURS,

A diverses reprises les habitants de Presgaux ont sollicité l'érection de leur section en commune distincte de Gonrioux. En mars 1910, 132 chefs de ménage demandaient officiellement d'être séparés de Gonrioux, en justifiant leurs instances par des considérations très sérieuses.

Les habitations de Presgaux se trouvent sur un haut plateau, au pied duquel est Gonrioux. La forte côte qui existe entre les deux villages, en rend très difficiles les communications.

Les habitants de Gonrioux s'occupent spécialement d'agriculture, tandis que ceux de Presgaux sont presque tous des ouvriers vivant de l'exploitation du bois et s'expatriant même à certaines époques de l'année.

La vie commune est difficile, vu la différence des caractères et des occupations.

Le dernier recensement donne à Presgaux 530 habitants, à Gonrioux 539.

Les ressources de chacune des sections suffisent pour assurer la bonne gestion des intérêts communaux.

Chacune des sections possède une église, un presbytère, des écoles, une distribution d'eau et un cimetière.

A Gonrioux comme à Presgaux, il y a unanimité complète et absolue entre les habitants sur le principe de la séparation.

Toutes les autorités consultées ont approuvé le démembrement de Gonrioux.

(2)

L'administration communale de Gonrioux a donné un avis favorable. L'enquête faite par un député permanent a démontré le bien-fondé de la demande.

Le commissaire de l'arrondissement de Philippeville, le Conseil provincial de Namur et le gouverneur de la province ont aussi émis un avis favorable au démembrement.

Aucune objection n'a été soulevée de la part du Ministre de la Justice au point de vue des services du culte et de la police judiciaire.

La Chambre des Représentants, par 101 voix contre 14, dans sa séance du 30 mai dernier, a voté le dit Projet de Loi, que votre Commission, à l'unanimité de ses membres présents, vous propose d'adopter.

Le Rapporteur,
B^{on} A. D'HUART.

Le Président,
G. VERCRUYSSÉ.